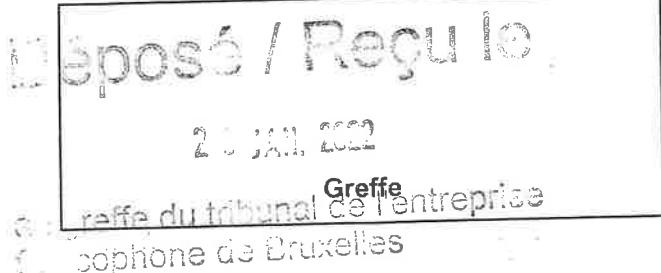
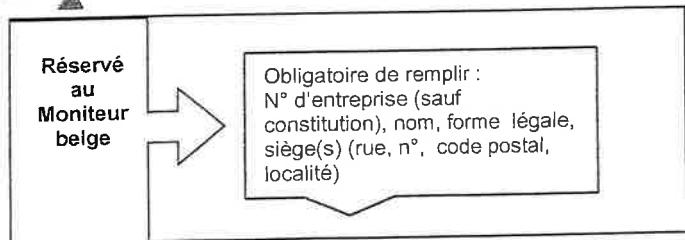


**Copie à publier aux annexes au Moniteur belge
après dépôt de l'acte au greffe**



N° d'entreprise : **0467 262 064**

Nom

(en entier) : **GAMMES**

(en abrégé) :

Forme légale : **Association sans but lucratif**

Adresse complète du siège : **Chaussée de Charleroi, 123A/bte 4 à 1060 Bruxelles**

Objet de l'acte : Composition du Conseil d'administration / Statuts coordonnés

Suite à l'Assemblée Générale du 31/05/2021:

Démissions d'administrateurs: néant

Rélections d'administrateurs:

Le mandat des administrateurs suivants a été renouvelé pour 3 ans (fin 31/07/2024)

- MISSION LOCALE D'IXELLES, Rue du Collège, 30/D - 1050 Ixelles, Belgique
- AIDE ET SOINS A DOMICILE BRUXELLES ASBL, Rue Malibran, 53 - 1050 Ixelles, Belgique
- FEDERATION DE L'AIDE ET DES SOINS A DOMICILE - FASD, Av. Adolphe Lacomblé, 69-71 - 1030 Schaerbeek, Belgique
- IDEE 53 ASBL, Rue du Chimiste, 34-36 - 1070 Anderlecht, Belgique
- COSEDI ASBL, Rue des Palais, 4 - 1030 Schaerbeek, Belgique

Nominations d'administrateurs: néant

Désormais le Conseil d'administration se compose comme suit:

- COSEDI ASBL (représentée par Laurent Erpicum), Rue des Palais, 4 - 1030 Schaerbeek, Belgique - Administrateur
- MISSION LOCALE D'IXELLES (représentée par Barbara Nyssen), Rue du Collège, 30/D - 1050 Ixelles, Belgique - Administrateur (Secrétaire)
- AIDE ET SOINS A DOMICILE BRUXELLES ASBL (représentée par Caroline Crasset), Rue Malibran, 53 - 1050 Ixelles, Belgique - Administrateur
- SOINS CHEZ SOI ASBL (représentée par Catherine Ballant), Rue de Stalle, 162A/8 - 1180 Uccle, Belgique - Administrateur
- IDEE 53 ASBL (représentée par Kwang Rucquoy), Rue du Chimiste, 34-36 - 1070 Anderlecht, Belgique - Administrateur
- MISSION LOCALE D'ETTERBEEK (représentée par Laurence Carlier), Av. des Casernes, 31 -

Mentionner sur la dernière page du Volet B : **Au recto** : Nom et qualité du notaire instrumentant ou de la personne ou des personnes ayant pouvoir de représenter la personne morale à l'égard des tiers
Au verso : Nom et signature (pas applicable aux actes de type « Mention »).

1040 Etterbeek, Belgique - Administrateur
- Luc PILOY, Rue Edith Cavell, 86/5 - 1180 Uccle, Belgique - Administrateur (Président)
- SAM LE RESEAU DES AIDANTS ASBL (représentée par Marine Salou), Bd De Smet De Naeyer, 570 - 1020 Laeken, Belgique - Administrateur
- FEDERATION DE L'AIDE ET DES SOINS A DOMICILE - FASD (représentée par Gaël Verzele), Av. Adolphe Lacomblé, 69-71 - 1030 Schaerbeek, Belgique - Administrateur

Selon le mandat de gestion délivré par le Conseil d'administration, la gestion journalière est assurée par :

- Brieuc LAURENT, Rue Antoine Bréart, 129/RCSS - 1060 Saint-Gilles, Belgique - Directeur général

STATUTS COORDONNES

TITRE Ier. - Dénomination, siège social, but, objet, finalité

Article 1er : Dénomination

L'association est dénommée : "Gammes"

Article 2 : Siège social

Son siège social est établi dans l'arrondissement judiciaire de Bruxelles, chaussée de Charleroi, 123a – bte 4 à 1060 Bruxelles.

Le siège social pourra être transféré en tout autre endroit situé dans la région de Bruxelles-Capitale, par décision de l'Assemblée Générale.

Article 3 : But désintéressé

L'association poursuit un but désintéressé dans le cadre de l'exercice des activités qui constituent son objet social. Elle ne peut distribuer ni procurer directement ou indirectement un quelconque avantage patrimonial à ses fondateurs, ses membres, ses administrateurs ni à toute autre personne sauf dans le but désintéressé déterminé par les statuts.

Article 4 : Objet social

L'association développe dans la Région de Bruxelles-Capitale un service de garde à domicile. Elle pourra promouvoir toute initiative de formation débouchant sur des emplois disponibles. Elle peut accomplir tous les actes se rapportant directement ou indirectement à sa finalité sociale.

Elle peut notamment prêter son concours et s'intéresser à toutes activités similaires à sa finalité sociale.

Article 5 : Finalité sociale

L'association a pour finalité sociale de répondre conjointement aux besoins d'insertion socio-professionnelle d'un public peu qualifié et aux besoins de garde à domicile de personnes en perte d'autonomie et/ou dépendantes, âgées, malades, désorientées,

handicapées, en fin de vie, ne pouvant rester seul, ... et permettre d'assurer un relais offrant du répit à l'entourage et aux aidants proches.

TITRE II. - Membres

Article 6 : Catégorie des membres

L'association est notamment composée d'autres associations sans but désintéressé. Celles-ci sont représentées par les signataires du présent acte. En cas d'empêchement, ils peuvent se faire remplacer par un autre représentant de l'association. Ces associations sont des membres effectifs et des membres fondateurs. Les membres fondateurs sont les premiers membres de l'association. Le nombre des membres ne pourra être inférieur à quatre. Le registre des membres effectifs est tenu au siège social de l'association. Il contient aussi les membres remplaçants désignés par les associations membres.

Article 7 :

Outre les membres effectifs et fondateurs, l'association pourra comprendre des membres d'honneur. Cette qualité est reconnue à toute personne physique ou morale qui apporte son soutien moral, matériel ou financier à l'association.

Les membres du personnel ne peuvent être membres de l'association.

Article 8 : Conditions d'admission

La demande d'admission est adressée par écrit au Conseil d'Administration qui statue souverainement sans avoir à justifier d'un éventuel refus.

Article 9 : Démission ou exclusion

Tous les membres sont libres de se retirer à tout moment de l'association en adressant par écrit leur démission au Conseil d'Administration.

L'exclusion d'un membre peut être prononcée par l'Assemblée Générale statuant à la majorité des deux tiers des votes valablement exprimés. Tout membre dont l'exclusion est proposée est préalablement entendu par l'Assemblée Générale, s'il le souhaite.

La décision d'exclusion est portée à la connaissance du membre exclu par lettre recommandée à la poste.

Article 10 :

Le non-respect des statuts, le défaut d'être présent, représenté ou excusé à trois Assemblées Générales consécutives, sont des actes qui peuvent conduire à l'exclusion d'un membre. Toutefois, cette exclusion ne peut être prononcée que par l'Assemblée Générale, à la majorité des deux tiers des votes valablement exprimés.

Article 11 :

Les membres démissionnaires, exclus et les ayants droits ou héritiers des membres décédés n'ont aucun droit à faire valoir sur l'avoir social et ne peuvent réclamer aucun compte ni faire

apposer les scellés ou requérir inventaire.

Article 12 : Effets de l'admission

Toute admission emporte automatiquement l'adhésion du nouveau membre aux statuts de l'association et aux règlements édictés en conformité aux présents statuts.

Tous actes destinés à un membre lui seront valablement notifiés au domicile indiqué par lui dans la demande d'admission ou au dernier endroit qu'il aura fait connaître de façon expresse au Conseil d'Administration.

Article 13 : Cotisation

La cotisation est fixée par le Conseil d'Administration et le montant annuel ne pourra dépasser 30,00 euros.

TITRE III. - Assemblée Générale

Article 14 : Composition

L'Assemblée Générale est composée de toutes les associations comme indiquée dans l'article 6.

L'assemblée générale ne peut être composée de plus de 49% de représentants d'entreprises qui n'ont pas de finalité sociale explicite et de plus de 25% de représentants des pouvoirs publics.

Article 15 : Attributions

L'Assemblée Générale est l'organe suprême de l'association et est compétente pour :

- modifier les statuts**
- nommer et révoquer les membres et les administrateurs**
- nommer et révoquer des commissaires et des vérificateurs aux comptes**
- approuver annuellement les comptes et les budgets**
- voter la décharge aux commissaires et aux administrateurs**
- déterminer la politique générale (notamment les orientations politiques, ainsi que la politique de représentation)**
- adopter le rapport d'activités passées et projetées**
- dissoudre l'association**
- autoriser le Conseil d'Administration à déléguer ses pouvoirs à un tiers**
- décider l'affectation des biens en cas de dissolution de l'association**

Article 16 : Réunions

L'Assemblée Générale ordinaire se réunit de plein droit, une fois par an, durant le premier semestre de l'année civile.

Une Assemblée Générale extraordinaire peut en outre être convoquée à tout moment par le Conseil d'Administration.

Les membres sont convoqués aux Assemblées Générales par le Conseil d'Administration,

par simple lettre ou par voie électronique adressé quinze jours au moins avant la réunion. La convocation doit préciser la date, le lieu et l'ordre du jour.
L'Assemblée Générale ne peut statuer sur un point non prévu à l'ordre du jour.

Article 17 : Tenue des Assemblées

L'Assemblée Générale est présidée par le président du Conseil d'Administration ou, à défaut, par le plus jeune des administrateurs présents.

Tous les membres disposent d'une voix délibérative.

Ils peuvent se faire représenter à l'Assemblée par un autre membre sans que ce dernier ne puisse être titulaire de plus d'un mandat (une seule procuration écrite et signée).

Pour les cas ordinaires, les décisions sont prises à la majorité simple des votes valablement exprimés, sauf dans les cas expressément prévus par les présents statuts ou par la loi.

Les décisions concernant la modification du but de l'association et sa dissolution ne sont prises que si le quorum de présences est de quatre cinquième et celui de votes de deux tiers des membres présents ou représentés. Toutefois, si le quorum de présences n'est pas atteint, une deuxième Assemblée Générale peut être convoquée et pourra délibérer quel que soit le nombre de membres présents ou représentés. Cette seconde réunion ne peut être tenue moins de quinze jours après la première réunion. En cas de partage de voix, la voix du président de l'Assemblée est prépondérante.

Lorsqu'un membre effectif a, directement ou indirectement, un intérêt opposé de nature financière à une décision ou une opération relevant de l'assemblée générale, il doit le communiquer aux autres membres avant la délibération de l'assemblée générale.

Article 18 : Publication des décisions

Les décisions de l'Assemblée Générale sont consignées dans un registre de procès-verbaux, signé par le président de l'Assemblée et d'un autre administrateur.

Ce registre est conservé au siège social, tous les membres peuvent en prendre connaissance, mais sans déplacement du registre.

Les décisions d'ordre individuel sont éventuellement portées à la connaissance des tiers intéressés par courrier ordinaire.

Article 19 :

Toute modification aux statuts est déposée au greffe du Tribunal de Commerce du lieu du siège de l'association dans le mois qui suit celle-ci.

TITRE IV. - Conseil d'Administration

Article 20 : Composition

L'association est administrée par un conseil composé d'au moins quatre administrateurs, choisis parmi les membres. Le conseil d'administration ne peut être composé de plus de 49% de représentants d'entreprises qui n'ont pas de finalité sociale explicite et de plus de 25% de représentants des pouvoirs publics.

A tout le moins, le conseil d'administration doit être composé d'un administrateur qui ne

représente ni un pouvoir public ni une entreprise privée sans finalité sociale.
Ils sont nommés et révoqués en tout temps par l'Assemblée Générale, par un vote à la majorité simple.
En présentant leur candidature, les administrateurs s'engagent à respecter les conditions et interdictions visées à l'article 11, 4° de l'ordonnance du 23 juillet 2018 relative à l'agrément et au soutien des entreprises sociales.

Article 21 : Durée du mandat

La durée du mandat est fixée à 3 ans. Tout administrateur sortant est rééligible.
Toute démission qui entraînerait la réduction du nombre des administrateurs en dessous du nombre minimal requis, ne pourra prendre effet qu'après le remplacement de l'administrateur démissionnaire.

Article 22 : Rôles des administrateurs

Les administrateurs ont en charge les intérêts de l'association et non leur intérêt personnel ni les intérêts de la personne morale qu'ils représentent au sein de l'association ou qui les ont mandatés.

Le conseil désigne en son sein un président.

Il peut désigner un vice-président, un trésorier et un secrétaire ou l'un d'eux seulement.

Article 23 : Pouvoirs

Le conseil d'administration exerce un pouvoir collégial. Sous réserve d'une délégation de pouvoirs qui serait donnée, un administrateur agissant seul ne possède aucun pouvoir.
Le conseil d'administration met en œuvre les décisions de l'assemblée générale, gère l'association et représente celle-ci dans tous les actes judiciaires et extrajudiciaires. Le Conseil d'Administration possède tous les pouvoirs les plus étendus pour l'administration et la gestion de l'association. Seuls sont exclus de sa compétence, les actes réservés par la loi ou les présents statuts à celle de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration met en œuvre la politique de représentation définie par l'assemblée générale.

Les administrateurs sont responsables envers l'association de l'exécution du mandat qu'ils ont reçu et des fautes commises dans leur gestion ou leur représentation. Les administrateurs sont responsables individuellement des fautes commises, sauf si la faute leur est commune : ils sont alors responsables in solidum.

Les administrateurs ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle et ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat qu'ils exercent à titre gratuit.

Article 24 : Gestion journalière

Le Conseil d'Administration peut, sous sa responsabilité, déléguer certains de ses pouvoirs, notamment de gestion journalière, à l'un de ses membres ou à un tiers. Le conseil fixe ses pouvoirs et la façon dont il les exerce.

Les compétences relevant de la gestion journalière: exécuter toute décision du Conseil

d'Administration, gérer le personnel (respect du règlement de travail - paiement des salaires - évaluation), représenter l'asbl dans ses rapports avec l'administration ou toute personne de droit privé (fournisseurs, ...), conclure les contrats d'assurance obligatoires, effectuer des opérations financières liées à la gestion journalière (paie, ...), établir et signer tous les documents requis par la législation sociale et se charger des relations avec le secrétariat social, l'administration d'ACTIRIS, ... le suivi journalier des mandats politiques externes. Pour tous les actes de gestion journalière, le délégué à la gestion journalière représente valablement l'association.

Article 25 : Réunions du conseil d'administration

Le Conseil d'Administration se réunit dès que les nécessités de l'association l'exigent.

Il est convoqué par le président ou à la demande de deux administrateurs au moins.

Les convocations et l'ordre du jour sont faits aux administrateurs par simple lettre, télécopie ou par voie électronique, au moins cinq jours avant la date fixée pour la réunion.

La convocation contient la date, l'heure, le lieu et l'ordre du jour.

En cas d'empêchement du président, il est présidé par le plus jeune des administrateurs présents.

Article 26 : Préparation par le conseil d'administration de l'assemblée générale

Les administrateurs sont chargés de préparer les documents soumis à l'approbation de

l'assemblée générale.

Parmi ces documents, le conseil d'administration rédige un rapport d'activités qui comporte à tout le moins les chapitres spécifiques suivants :

a) un chapitre relatif au projet économique ;

b) un chapitre relatif à la finalité sociale ;

c) un chapitre relatif à la gouvernance démocratique ;

d) un chapitre relatif à l'autoévaluation de la manière dont l'association se situe par rapport à ces trois principes, ainsi que les objectifs de l'entreprise à cet égard pour l'année à venir.

Article 27 : Délibérations

Le conseil délibère valablement dès que la moitié de ses membres est présente.

Les administrateurs absents peuvent se faire représenter au conseil par un autre

administrateur ou par un tiers porteur d'une procuration écrite et signée, aucun mandataire ne pouvant être titulaire de plus d'un mandat.

Sauf dans les cas prévus par les présents statuts, les décisions du Conseil d'Administration sont prises à la majorité simple des votes valablement exprimés.

Avant que le Conseil d'Administration ne prenne une décision à la réalisation de laquelle un administrateur a un intérêt, direct ou indirect, opposé de nature patrimoniale, matériel, moral ou affectif à une décision ou une opération relevant du conseil d'administration, cet administrateur doit le déclarer et faire mentionner sa déclaration au procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration qui doit décider.

S'il néglige de le faire, un administrateur informé de l'existence d'un possible conflit d'intérêt doit soulever ce point afin que le conseil d'administration l'examine.

Le conseil d'administration apprécie si l'intérêt est suffisant pour qu'il justifie que l'administrateur s'abstienne de participer à la discussion et au vote.

Sous peine de nullité de la décision, cet administrateur ne peut assister aux délibérations du Conseil d'Administration relatives à cette décision ni prendre part au vote.

L'association peut agir en nullité des actes accomplis pour réaliser cette décision si celle-ci a procuré à un ou plusieurs administrateurs ayant un intérêt personnel direct ou indirect à cette décision, un avantage abusif au détriment de l'association.

Si un avantage abusif au détriment de l'association a été procuré par l'effet de cette décision à un ou plusieurs administrateurs ayant un intérêt personnel, direct ou indirect à cette décision, ces administrateurs sont tenus de réparer le préjudice subi par l'association ou le tiers.

Le conseil d'administration fait rapport à l'assemblée générale des décisions qui ont fait l'objet d'un éventuel conflit d'intérêt.

Article 28 : Confidentialité et discréption

Les débats qui ont lieu au sein du conseil d'administration sont en principe confidentiels.

Les administrateurs doivent, en leur qualité de mandataire, exécuter de bonne foi leurs engagements. Ils sont donc tenus envers l'association à un devoir de discréption.

Article 29 : Publicité des décisions

Les procès-verbaux des réunions du conseil sont établis par le secrétaire ou, à défaut, par l'administrateur désigné à cet effet.

Ces procès-verbaux sont approuvés lors de la réunion suivante du conseil.

Les décisions de Conseil d'Administration sont consignées dans un registre de procès-verbaux signé par le président et un autre administrateur.

Ce registre est conservé au siège social.

Les membres justifiant d'un intérêt légitime ou les tiers justifiant du même intérêt peuvent se faire délivrer une copie des délibérations ou des décisions de Conseil d'Administration, certifiée conforme par le président.

Les procès-verbaux sont adressés par courrier ordinaire ou par voie électronique aux membres de l'association.

Article 30 : Représentation

Les actes qui engagent l'association, autres que ceux de la gestion journalière, sont signés par le président et un autre administrateur ou en cas de délégation spéciale du conseil, par l'administrateur désigné à cet effet.

Article 31 : Gratuité

Le mandat d'administrateur s'exerce à titre gratuit.

TITRE V. – Comptes annuels et bilans

Article 32 : Budgets et comptes

Le Conseil d'Administration arrête les comptes et les budgets et les soumet annuellement à l'approbation de l'Assemblée Générale.

L'Assemblée Générale nomme un commissaire aux comptes chargé de vérifier les comptes de l'association et de lui présenter un rapport annuel. Il est nommé pour 3 ans et est rééligible.

L'Assemblée Générale approuve annuellement les comptes et les budgets.

TITRE VI – Relation avec les travailleurs

Article 33 : Tension salariale modérée

L'association démontre une tension salariale modérée.

Cette tension consiste en un rapport entre le plus élevé et le moins élevé des salaires bruts octroyés au personnel de la personne morale, en ce compris les avantages légaux et extralégaux et pour les associés actifs en tenant compte des émoluments bruts augmentés de tous les avantages légaux et extralégaux.

La tension salariale est :

- de 1 à maximum 4 lorsque l'association compte jusqu'à 50 travailleurs ou associés actifs ;**
- de 1 à maximum 5 lorsque l'association compte 51 à 250 travailleurs ou associés actifs ;**
- de 1 à maximum 6 lorsque l'association compte plus de 250 travailleurs et plus ou associés actifs.**

Le calcul de la tension salariale s'analyse sur base d'un tableau anonymisé reprenant les salaires minimums et maximums. Ce calcul intègre :

- la rémunération brute ;**
- les avantages divers et de toutes natures ;**
- pour les associés actifs, le calcul intègre les émoluments bruts et tous les avantages divers et de toutes natures.**

La rémunération minimale est calculée sur base de la rémunération la plus basse en équivalent temps plein au sein de la personne morale.

Article 34 : Information et implication des travailleurs

Une réunion à laquelle sont invités tous les membres du personnel ou associés actifs ainsi que les principales parties prenantes se tient une fois par an durant les heures de travail.

Cette réunion porte notamment sur les thèmes suivants :

- le développement économique et social en cours et futur de la personne morale;**
- le bien-être au travail;**
- une présentation du rapport d'activités et d'un résumé des comptes de la personne morale;**
- la politique de gestion du personnel, le recrutement et la formation continue.**

TITRE VII. - Dispositions diverses

Article 35 : Règlement d'ordre intérieur

Un règlement d'ordre intérieur peut être présenté par le Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale.

Des modifications à ce règlement pourront être apportées par l'assemblée statuant à la majorité absolue des membres présents ou représentés.

Article 36 : Exercice social

L'exercice social commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Article 37 : Dissolution

En cas de dissolution de l'association, l'Assemblée Générale désignera le ou les liquidateurs, qui ne seront pas nécessairement associés, déterminera leurs pouvoirs et leurs émoluments et indiquera souverainement l'affectation à donner à l'actif net de l'avoir social.

Article 38 : Lois applicables

Tout ce qui n'est pas expressément prévu dans les présents statuts est réglé par la loi du 27 juin 1921 et celle du 02 mai 2002 accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif.

Article 39 : Site internet et communication

L'association dispose d'un site internet à destination du grand public. Celui-ci est consultable à l'adresse www.gammesasbl.be.

Il est également possible d'entrer en contact avec l'association en envoyant un mail à l'adresse : info@gammesasbl.be.

MANDAT DE GESTION

Le Conseil d'Administration a décidé de déléguer les pouvoirs de gestion journalière à Brieuc LAURENT, Directeur général.

Pour tous les actes de gestion journalière, le délégué à la gestion journalière représente valablement l'association.

Le délégué à la gestion journalière peut notamment :

- 1. Signer valablement au nom de l'association tous les actes, pièces et correspondances concernant la gestion journalière.**
- 2. Toucher et recevoir de la Banque Nationale de Belgique, du Trésor belge, de toutes caisses publiques et toutes administrations, sociétés ou personnes quelconques, toutes sommes ou valeurs qui pourront être dues à l'association, en principal, intérêts et accessoires pour quelque cause que ce soit; retirer toutes sommes ou valeurs consignées; de toutes sommes ou valeurs reçues; donner bonne et valable quittance et décharge au nom de l'association; payer en principal, intérêts et accessoires, toutes sommes que l'association pourrait devoir.**
- 3. Faire ouvrir, au nom de l'association, tous les comptes en banque ; signer, négocier et endosser tous les effets de paiement, mandats, chèques, traites, billets à ordre et autres**



documents nécessaires ; accepter et avaliser toutes traites ; prolonger le délai des traites ou effets de paiements échus, dans le cadre des budgets définis par l'assemblée générale.

4. Représenter l'association devant toute administration publique ou privée.
5. Retirer, au nom de l'association, de la poste, de la douane, de toutes messageries et chemin de fer ou recevoir à domicile, les lettres, paquets, colis recommandés ou non, chargés ou non, et ceux refermant des valeurs déclarées ; se faire remettre tous les dépôts, signer toutes pièces ou décharges.
6. Signer valablement au nom de l'association tous les actes, pièces et correspondances concernant le recrutement, la nomination et la révocation des agents, employés et salariés de l'association, la détermination de leurs attributions, rémunérations, traitements et salaires.

Un Règlement d'ordre intérieur a été adopté, en application de l'article 35 des statuts, par le Conseil d'administration en date du 29 avril 2019.

In de bijlagen bij het Belgisch Staatsblad bekend te maken kopie
na neerlegging van de akte ter griffie



Voor-
behouden
aan het
Belgisch
Staatsblad

Verplicht in te vullen :
ondernemingsnr. (niet bij
oprichting), naam, rechtsvorm,
zetel(s) (straat, nr., postcode,
gemeente)

22/01/2022

copie du tribunal de l'entreprise
copie de l'acte de Griffie

Ondernemingsnr : 0467 262 064

Naam

(voluit) : GAMMES

(verkort) :

Rechtsvorm : Vereniging zonder winstoogmerk

Volledig adres v.d. zetel : Charleroissteenweg, 123A/bus 4 - 1060 Brussel

Onderwerp akte : Samenstelling van de raad van bestuur / Gecoördineerde statuten

Na de Algemene Vergadering van 31/05/2021

Ontslagneming als bestuurders: nihil

Herverkiezing van bestuurders

Het mandaat van de volgende bestuurders wordt met 3 jaar verlengd (t/m 31/07/2024):

- MISSION LOCALE D'IXELLES, Collegestraat 30/D - 1050 Elsene, België
- AIDE ET SOINS A DOMICILE BRUXELLES ASBL, Malibranstraat 53 - 1050 Elsene, België
- FEDERATION DE L'AIDE ET DES SOINS A DOMICILE - FASD, Adolphe Lacomblélaan 69-71 - 1030 Schaarbeek, België
- IDEE 53 ASBL, Scheikundigestraat 34-36 - 1070 Anderlecht, België
- COSEDI ASBL, Paleizenstraat 4 - 1030 Schaarbeek, België

Benoeming van bestuurders: nihil

Voortaan wordt de Raad van bestuur als volgt samengesteld:

- COSEDI ASBL (vertegenwoordigd door Laurent Erpicum), Paleizenstraat, 4 - 1030 Schaarbeek, België
- Bestuurder
- MISSION LOCALE D'IXELLES (vertegenwoordigd door Barbara Nyssen), Collegestraat 30/D - 1050 Elsene, België
- Bestuurder (Secretaris)
- AIDE ET SOINS A DOMICILE BRUXELLES ASBL (vertegenwoordigd door Caroline Grasset), Malibranstraat 53 - 1050 Elsene, België
- Bestuurder
- SOINS CHEZ SOI ASBL (vertegenwoordigd door Catherine Ballant), Stallestraat 162A/8 - 1180 Ukkel, België
- Bestuurder
- IDEE 53 ASBL (vertegenwoordigd door Kwang Rucquoy), Scheikundigestraat 34-36 - 1070 Anderlecht, België
- Bestuurder
- MISSION LOCALE D'ETTERBEEK (vertegenwoordigd door Laurence Carlier), Kazernenlaan 31- 1040 Etterbeek, België
- Bestuurder
- Luc PILOY, Edith Cavellstraat 86/5 - 1180 Ukkel, België
- Bestuurder (Voorzitter)
- SAM LE RESEAU DES AIDANTS ASBL (vertegenwoordigd door Marine Salou), De Smet de Naeyerlaan 570 - 1020 Laken, België
- Bestuurder
- FEDERATION DE L'AIDE ET DES SOINS A DOMICILE - FASD (vertegenwoordigd door Gaël Verzele), Adolphe Lacomblélaan 69-71 - 1030 Schaarbeek, België
- Bestuurder

Overeenkomstig het beheermandaat toevertrouwd door de Raad van Bestuur, wordt het dagelijks bestuur verzorgd door:

Op de laatste blz. van Luik B vermelden : Voorkant : Naam en hoedanigheid van de instrumenterende notaris, hetzij van de perso(o)n(en)
bevoegd de rechtspersoon ten aanzien van derden te vertegenwoordigen

Achterkant : Naam en handtekening (dit geldt niet voor akten van het type "Mededelingen").

GECOÖRDINEERDE STATUTEN

TITEL I. - Naam, maatschappelijke zetel, doel, voorwerp, oogmerk

Artikel 1: Naam

De vereniging krijgt de naam 'Gammes'

Artikel 2: Maatschappelijke zetel

De maatschappelijke zetel is gevestigd in het gerechtelijk arrondissement van Brussel, Charleroissteenweg 123a – bus 4 in 1060 Brussel.

De maatschappelijke zetel kan bij beslissing van de algemene vergadering naar elk ander adres in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest worden verhuisd.

Artikel 3: Belangeloos doel

De vereniging streeft een belangeloos doel na in het kader van een of meer welbepaalde activiteiten die zij tot voorwerp heeft. Zij mag rechtstreeks noch onrechtstreeks enig vermogensvoordeel uitkeren of bezorgen aan de oprichters, de leden, de bestuurders of enig andere persoon behalve voor het in de statuten bepaalde belangeloos doel.

Artikel 4: Maatschappelijk doel

De vereniging ontploot een dienst voor thuisoppassen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Ze kan elk opleidingsinitiatief nemen dat tot beschikbare banen leidt. Ze kan alle handelingen doen die rechtstreeks of onrechtstreeks betrekking hebben op haar sociaal oogmerk.
Ze kan meer bepaald meewerken aan en belangen nemen in activiteiten met een soortgelijk sociaal oogmerk.

Artikel 5: Sociaal oogmerk

De vereniging heeft als sociaal oogmerk om in te spelen op de behoeften aan socioprofessionele inschakeling van een laaggeschoold publiek en de behoeften aan thuisopvang voor minder zelfredzame en/of afhankelijke personen, zieken, gesdesoriënteerde personen, personen met een beperking, op het levenseinde, die niet alleen kunnen blijven ... om de onmiddellijke omgeving en mantelzorgers een adempauze te gunnen.

TITEL II. - Leden

Artikel 6: Categorie leden

De vereniging is met name samengesteld uit andere verenigingen zonder belangeloos doel. Zij worden vertegenwoordigd door de ondertekenaars van onderhavige akte. Indien ze verhindert zijn, kunnen ze zich laten vervangen door een andere vertegenwoordiger van de vereniging. Die verenigingen zijn werkende leden en stichtende leden. De stichtende leden zijn de eerste leden van de vereniging. Er kunnen nooit minder dan vier leden zijn.

Het register van de werkende leden wordt op de maatschappelijke zetel van de vereniging bewaard. Het register vermeldt eveneens de vervangende leden die werden aangeduid door de ledenverenigingen.

Artikel 7:

Naast de werkende en stichtende leden kan de vereniging ook ereleden tellen. Die hoedanigheid kan worden toegekend aan elke natuurlijke of rechtspersoon die de vereniging moreel, materieel of financieel steunt.

Personnelsleden kunnen geen lid zijn van de vereniging.

Artikel 8: Toetredingsvoorwaarden

Het toetredingsverzoek moet schriftelijk ingediend worden bij de raad van bestuur die soeverein beslist zonder een eventuele weigering te moeten rechtvaardigen.

Artikel 9: Ontslag of uitsluiting

Alle leden zijn vrij om zich op elk moment terug te trekken uit de vereniging en sturen hiervoor een ontslagbrief naar de raad van bestuur.
De algemene vergadering kan bij drievierdemeerderheid van de geldig uitgebrachte stemmen beslissen om

een lid uit te sluiten. Elk lid waarvan de uitsluiting wordt voorgesteld, wordt indien gewenst vooraf gehoord door de algemene vergadering.
De beslissing betreffende de uitsluiting wordt per aangetekend schrijven meegedeeld aan het uitgesloten lid.

Artikel 10:

Leden die de statuten niet naleven of voor drie opeenvolgende algemene vergaderingen niet aanwezig, vertegenwoordigd of verontschuldigd zijn, kunnen worden uitgesloten. De algemene vergadering kan de uitsluiting enkel bij drievierdemeerdeerdheid van de geldig uitgebrachte stemmen uitspreken.

Artikel 11:

Ontslagnemende, uitgesloten leden en de rechthebbenden of erfgenamen van overleden leden kunnen geen aanspraak maken op de maatschappelijke activa. Zij kunnen noch een rekening opvragen, noch zegels doen leggen, noch een inventaris opeisen.

Artikel 12: Gevolgen van de toetreding

Elke toetreding impliceert automatisch de aanvaarding door het nieuwe lid van de statuten van de vereniging en van de reglementen die conform onderhavige statuten worden opgesteld.
Alle documenten voor een lid alleen, worden geldig betekend op de woonplaats vermeld in het toetredingsverzoek of op de laatste plaats die uitdrukkelijk aan de raad van bestuur werd meegedeeld.

Artikel 13: Lidgeld

De raad van bestuur bepaalt het lidgeld dat jaarlijks niet meer mag bedragen dan 30,00 euro.

TITEL III. - Algemene vergadering

Artikel 14: Samenstelling

De algemene vergadering bestaat uit alle verenigingen, zoals vermeld in artikel 6.
De algemene vergadering mag niet bestaan uit meer dan 49 % vertegenwoordigers van ondernemingen zonder expliciet sociaal oogmerk en meer dan 25 % vertegenwoordigers van de overheid.

Artikel 15: Bevoegdheden

De algemene vergadering is het hoogste orgaan van de vereniging en heeft de volgende bevoegdheden:

- wijziging van de statuten
- benoeming en afzetting van leden en bestuurders
- benoeming en afzetting van commissarissen en accountants
- jaarlijkse goedkeuring van de rekeningen en budgetten
- stemmen van de kwijting aan de commissarissen en accountants
- uitstippelen van het algemeen beleid (met name de beleidslijnen en het vertegenwoordigingsbeleid)
- aanpassing van vorige en geplande activiteitenverslagen
- ontbinding van de vereniging
- de raad van bestuur toelaten om zijn bevoegdheden aan derden te delegeren
- beslissen over de bestemming van de goederen bij ontbinding van de vereniging

Artikel 16: Vergaderingen

De gewone algemene vergadering vergadert van rechtswege eenmaal per jaar, in het eerste semester van het kalenderjaar.

De raad van bestuur kan op elk moment een buitengewone algemene vergadering bijeenroepen.
De raad van bestuur roept de leden minstens vijftien dagen voor de vergadering per eenvoudige brief of e-mail op voor de algemene vergadering. De oproepingsbrief vermeldt de datum, de plaats en de agenda.
De algemene vergadering kan geen uitspraak doen over een punt dat niet op de agenda staat.

Artikel 17: Organisatie van de vergadering

De algemene vergadering wordt voorgezeten door de voorzitter van de raad van bestuur of, bij ontstentenis, door de jongste van de aanwezige bestuurders.

Alle leden hebben stemrecht.

Ze kunnen zich op de algemene vergadering laten vertegenwoordigen door een ander lid, dat niet meer dan één mandaat mag hebben (één schriftelijke en ondertekende volmacht).

Gewone beslissingen worden genomen bij eenvoudige meerderheid van de geldig uitgebrachte stemmen, behoudens de gevallen waarin onderhavige statuten of de wet uitdrukkelijk voorzien.

Beslissingen over de wijziging van het doel en de ontbinding van de vereniging worden enkel genomen indien vier vijfde van de leden aanwezig is, en moeten met tweederdemeerdeerdheid van de aanwezige of vertegenwoordigde stemmen worden aanvaard. Indien het quorum niet bereikt werd, kan een tweede algemene vergadering worden georganiseerd en geldig beslissen ongeacht het aantal aanwezige of

vertegenwoordigde leden. Die tweede vergadering moet minstens vijftien dagen na de eerste vergadering worden georganiseerd. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter van de vergadering doorslaggevend.

Indien een werkend lid een rechtstreeks of onrechtstreeks belang van vermogensrechtelijke aard heeft dat strijdig is met een beslissing of verrichting die tot de bevoegdheid van de algemene vergadering behoort, stelt het de andere leden hiervan in kennis voordat de algemene vergadering beraadslaagt.

Artikel 18: Bekendmaking van de beslissingen

De beslissingen van de algemene vergadering worden opgetekend in een notulenregister, getekend door de voorzitter van de vergadering en een andere bestuurder. Dit register wordt op de maatschappelijke zetel bewaard. Alle leden kunnen er daar kennis van nemen, zonder dat het wordt verplaatst. Individuele beslissingen worden eventueel per gewone brief meegedeeld aan de betrokken derden.

Artikel 19:

Elke statutenwijziging wordt binnen de maand neergelegd bij de griffie van de ondernemingsrechtsbank van de zetel van de vereniging.

TITEL IV. - Raad van bestuur

Artikel 20: Samenstelling

De vereniging wordt bestuurd door een raad van minstens vier bestuurders, verkozen onder de leden. De raad van bestuur mag niet bestaan uit meer dan 49 % vertegenwoordigers van ondernemingen zonder expliciet sociaal oogmerk en meer dan 25 % vertegenwoordigers van de overheid. De raad van bestuur moet op zijn minst bestaan uit een bestuurder die noch een overheid, noch een privéonderneming zonder sociaal oogmerk vertegenwoordigt. De algemene vergadering kan hen op elk moment bij enkelvoudige meerderheid benoemen en afzetten. Met de indiening van hun kandidatuur verbinden de bestuurders zich ertoe de voorwaarden en verbodsbeperkingen van artikel 11,4°, van de ordonnantie van 23 juli 2018 met betrekking tot de erkenning en de ondersteuning van de sociale ondernemingen na te leven.

Artikel 21: Duur van het mandaat

De duur van het mandaat bedraagt 3 jaar. Elke uittredende bestuurder kan herverkozen worden. Elk ontslag waardoor het aantal bestuurders onder het vereiste minimum zakt, kan pas in werking treden na vervanging van de ontslagen bestuurder.

Artikel 22: Rol van de bestuurders

De bestuurders moeten de belangen van de vereniging verdedigen en niet hun belangen of die van de rechtspersoon die ze bij de vereniging vertegenwoordigen of die hen afvaardigt.

De raad duidt intern een voorzitter aan.

Die kan een vicevoorzitter, een penningmeester en een secretaris of een van beide aanduiden.

Artikel 23: Bevoegdheden

De raad van bestuur oefent een collegiale bevoegdheid uit. Onder voorbehoud van een eventuele bevoegdheidsdelegatie heeft geen enkele bestuurder die alleen handelt enige macht. De raad van bestuur voert de beslissingen van de algemene vergadering uit, beheert de vereniging en vertegenwoordigt haar in alle gerechtelijke en extrarechtelijke handelingen. De raad van bestuur heeft de meest uitgebreide bevoegdheden om de vereniging te besturen en te beheren. Enkel de handelingen die de wet of de statuten aan de algemene vergadering voorbehouden, zijn uitgesloten van zijn bevoegdheid. De raad van bestuur voert het door de algemene vergadering bepaalde vertegenwoordigingsbeleid uit. De bestuurders zijn ten aanzien van de vereniging verantwoordelijk voor de uitoefening van het mandaat dat ze gekregen hebben en voor de fouten in hun beheer of vertegenwoordiging. De bestuurders zijn individueel verantwoordelijk voor gemaakte fouten, behalve indien het een gemeenschappelijke fout is. In dat laatste geval zijn ze in solidum verantwoordelijk. De bestuurders gaan geen enkele persoonlijke verbintenis aan uit hoofde van hun functie en zijn enkel verantwoordelijk voor de uitoefening van hun mandaat dat ze gratis uitoefenen.

Artikel 24: Dagelijks beheer

De raad van bestuur kan bepaalde bevoegdheden, meer bepaald van dagelijks beheer, op eigen verantwoordelijkheid delegeren aan een van zijn leden of aan een derde. De raad bepaalt de bevoegdheden en de manier waarop ze worden uitgeoefend.

Bevoegdheden van dagelijks beheer: beslissingen van de raad van bestuur uitvoeren, personeelsbeheer (naleving arbeidsreglement, betaling van de lonen, evaluatie), vertegenwoordigen van de vzw in haar betrekkingen met de administratie of private rechtspersonen (leveranciers ...), afsluiten van de verplichte

verzekeringen, financiële verrichtingen betreffende het dagelijks beheer (loon ...), opstellen en ondertekenen van alle door de sociale wetgeving vereiste documenten, betrekkingen met het sociaal secretariaat, ACTIRIS ... dagelijkse opvolging van de externe politieke mandaten.
De afgevaardigde voor het dagelijks beheer vertegenwoordigt de vereniging geldig voor alle handelingen van dagelijks beheer.

Artikel 25: Vergaderingen van de raad van bestuur

De raad van bestuur vergadert telkens wanneer dat nodig is voor de vereniging.

Hij wordt bijeengeroepen door de voorzitter of op verzoek van minstens twee bestuurders.

De oproepingsbrieven en de agenda worden minstens vijf dagen voor de vergadering per brief, fax of elektronisch naar de bestuurders verzonden.

De oproepingsbrief vermeldt de datum, de plaats en de agenda.

Indien de voorzitter verhinderd is, zit de jongste van de aanwezige bestuurders de vergadering voor.

Artikel 26: Voorbereiding van de algemene vergadering door de raad van bestuur

De bestuurders moeten de documenten voorbereiden die de algemene vergadering moet goedkeuren.

Een van die documenten die de raad van bestuur opstelt, is het activiteitenverslag dat minstens volgende specifieke hoofdstukken bevat:

- a) een hoofdstuk over het economische project;
- b) een hoofdstuk over het sociaal oogmerk;
- c) een hoofdstuk over het democratisch bestuur;
- d) een hoofdstuk over de zelfevaluatie van de wijze waarop de vereniging zich verhoudt tot die drie principes en tot de doelstellingen ter zake van de onderneming (sic) voor het komende jaar.

Artikel 27: Beraadslagingen

De raad beraadslaagt geldig zodra de helft van de leden aanwezig is.

De afwezige bestuurders kunnen zich in de raad laten vertegenwoordigen door een andere bestuurder of een derde die een geschreven en ondertekende volmacht heeft. Een gevormde mag niet meer dan één volmacht hebben.

Behoudens de gevallen waarin onderhavige statuten voorziet, worden de beslissingen van de raad van bestuur genomen bij eenvoudige meerderheid van de geldig uitgebrachte stemmen.

Indien een bestuurder een rechtstreeks of onrechtstreeks belang van vermogensrechtelijke, materiële, morele of affectieve aard heeft dat strijdig is met een beslissing of een handeling waarvoor de raad van bestuur verantwoordelijk is, stelt hij de raad van bestuur daarover in kennis voordat de raad van bestuur een beslissing neemt en laat hij zijn verklaring optekenen in de notulen van de vergadering van de raad van bestuur waarop de beslissing wordt genomen.

Indien hij dat niet doet, moet elke bestuurder die op de hoogte is van een mogelijk belangconflict dit punt vermelden zodat de raad van bestuur dit kan onderzoeken.

De raad van bestuur oordeelt of het belang volstaat opdat de bestuurder niet zou deelnemen aan de besprekking en de stemming.

Op straffe van nietigheid van de beslissing kan die bestuurder niet deelnemen aan de beraadslagingen van de raad van bestuur betreffende die beslissing, noch aan de stemming.

De vereniging kan de nietigheid van handelingen voor de uitvoering van deze beslissing eisen indien een of meerdere bestuurders bij die beslissing een rechtstreeks of onrechtstreeks persoonlijk belang, een abusief voordeel ten nadele van de vereniging hadden.

Indien een of meerdere bestuurders een abusief voordeel ten nadele van de vereniging hadden bij die beslissing door een persoonlijk, rechtstreeks of onrechtstreeks belang in die beslissing, moeten die bestuurders het nadeel van de vereniging of derden vergoeden.

De raad van bestuur brengt verslag uit bij de algemene vergadering over beslissingen die het voorwerp waren van een eventueel belangconflict.

Artikel 28: Vertrouwelijkheid en discretie

De debatten die de raad van bestuur voert, zijn in principe vertrouwelijk.

De bestuurders moeten als gevormde hun verbintenissen te goeder trouw uitvoeren. Ze hebben bijgevolg een geheimhoudingsplicht tegenover de vereniging.

Artikel 29: Bekendmaking van de beslissingen

De notulen van de vergaderingen van de raad worden opgesteld door de secretaris of, in zijn afwezigheid, door de daartoe aangeduide bestuurder.

Die notulen worden op de volgende vergadering van de raad goedgekeurd.

De beslissingen van de algemene vergadering worden opgetekend in een notulenregister en ondertekend door de voorzitter van de vergadering en een andere bestuurder.

Het register wordt op de maatschappelijke zetel bewaard.

De leden of derden die een wettig belang aantonen, kunnen een afschrift vragen van de beraadslagingen of

beslissingen van de raad van bestuur, dat de voorzitter eensluidend verklaart.
De notulen worden per gewone brief of elektronisch naar de leden van de vereniging verstuurd.

Artikel 30: Vertegenwoordiging

De akten die de vereniging binden, andere dan die van het dagelijks beheer, worden ondertekend door de voorzitter en een andere bestuurder of, bij bijzondere delegatie van de raad, door de daartoe aangewezen bestuurder.

Artikel 31: Kosteloosheid

Het mandaat van bestuurder wordt gratis uitgeoefend.

TITEL V. – Jaarrekeningen en balans

Artikel 32: Budgetten en rekeningen

De raad van bestuur legt de rekeningen en budgetten vast en legt ze jaarlijks ter goedkeuring voor aan de algemene vergadering.

De algemene vergadering benoemt een accountant die de rekeningen van de vereniging moet nakijken en een jaarverslag moet indienen. Hij wordt benoemd voor 3 jaar en kan worden herverkozen.

De algemene vergadering keurt de rekeningen en budgetten jaarlijks goed.

TITEL VI – Relatie met de werknemers

Artikel 33: Gematigde loonspanning

De vereniging kent een gematigde loonspanning.
De spanning bestaat uit de verhouding tussen het hoogste en het laagste brutoloon van het personeel van de rechtspersoon, met inbegrip van de legale en extralegale voordelen en voor de werkende vennooten, rekening houdend met de bruto bezoldigingen, vermeerderd met alle legale en extralegale voordelen.

De loonspanning is:

- van 1 tot maximaal 4 wanneer de vereniging hoogstens 50 werknemers of werkende vennooten telt;
- van 1 tot maximaal 5 wanneer de vereniging 51 tot 250 werknemers of werkende vennooten telt;
- van 1 tot maximaal 6 wanneer de vereniging 250 en meer werknemers of werkende vennooten telt;

De loonspanning wordt berekend op basis van een anonieme tabel met de minimum- en maximumlonen.

Die berekening houdt rekening met:

- het brutoloon;
- de diverse voordelen en voordelen van alle aard;
- voor de werkende vennooten neemt die berekening de bruto bezoldigingen en alle diverse voordelen en voordelen van alle aard in aanmerking.

Het minimumloon wordt berekend op basis van het laagsteloon voor een voltijds equivalent bij de rechtspersoon.

Artikel 34: Informatie en betrokkenheid van de medewerkers

Eenmaal per jaar wordt tijdens de werkuren een vergadering georganiseerd waarop alle personeelsleden of werkende vennooten, alsook de belangrijkste stakeholders worden uitgenodigd. Op die vergadering worden met name volgende thema's behandeld:

- lopende en toekomstige economische en sociale ontwikkeling van de rechtspersoon;
- welzijn op het werk;
- presentatie van het activiteitenverslag en van een samenvatting van de rekeningen van de rechtspersoon;
- het personeelsbeleid, aanwerving en voortdurende opleiding.

TITEL VII. Diverse bepalingen

Artikel 35: Huishoudelijk reglement

De raad van bestuur kan een huishoudelijk reglement voorstellen aan de algemene vergadering.

De algemene vergadering kan dit reglement wijzigen bij absolute meerderheid van de aanwezige of vertegenwoordigde leden.

Artikel 36: Boekjaar

Het boekjaar begint jaarlijks op 1 januari en eindigt op 31 december.

Artikel 37: Ontbinding

Bij ontbinding van de vereniging benoemt de algemene vergadering de vereffenaars, die niet noodzakelijk vennoot zijn. Ze bepaalt hun bevoegdheden en bezoldiging en beslist soeverein over de bestemming van het netto-actief van de vereniging.

Artikel 38: Toepasselijk recht
Alles waarin onderhavige statuten niet uitdrukkelijk voorzien, wordt geregeld door de wet van 27 juni 1921 en de wet van 2 mei 2002 die rechtspersoonlijkheid verleent aan de verenigingen zonder winstgevend oogmerk.

Artikel 39: Website en communicatie
De vereniging heeft een website voor het publiek die kan worden geraadpleegd op het adres www.gammesasbl.be. Verder kan de vereniging worden bereikt op het e-mailadres info@gammesasbl.be.

BEHEERMANDAAT

De raad van bestuur heeft beslist om het dagelijks beheer te delegeren aan Brieuc LAURENT, Algemeen Directeur.
De afgevaardigde voor het dagelijks beheer vertegenwoordigt de vereniging geldig voor alle handelingen van dagelijks beheer.

De afgevaardigde voor het dagelijks beheer kan met name:

1. Akten, documenten en briefwisseling betreffende het dagelijks beheer geldig ondertekenen in naam van de vereniging.
2. Sommen of waarden die om willekeurige reden aan de vereniging verschuldig zijn in hoofdsom, intresten en bijbehoren innen en ontvangen van de Nationale Bank van België, de Belgische schatkist, van alle openbare kassen en alle administraties, ondernemingen of willekeurige personen; in bewaring gegeven sommen of waarden ophalen; geldige kwijting van alle ontvangen sommen of waarden geven in naam van de vereniging; alles sommen die de vereniging eventueel verschuldig is, in hoofdsom, intresten en bijbehoren, betalen.
3. In naam van de vereniging bankrekeningen openen; alle betaalmiddelen, mandaten, cheques, wissels, orderbriefjes en andere vereiste documenten ondertekenen, onderhandelen en endosseren; alle wissels aanvaarden en voor aval tekenen; de termijn van de wissels of de vervallen betaalmiddelen verlengen in het kader van de door de algemene vergadering vastgelegde budgetten.
4. De vereniging bij elke openbare of private administratie vertegenwoordigen.
5. In naam van de vereniging brieven, pakjes, colli, al dan niet aangetekend, al dan niet tegen betaling en die met aangegeven waarden ophalen bij de post, de douane, koerierdiensten en spoorweg of thuis ontvangen; deposito's innen, documenten of kwijtingen ondertekenen.
6. Akten, documenten of briefwisseling betreffende de rekrutering, de benoeming of de afzetting van agenten, werknemers en loontrekenden van de vereniging, de bepaling van hun bevoegdheden, bezoldigingen, salarissen en lonen geldig ondertekenen in naam van de vereniging.

Een huishoudelijk reglement is aangenomen, overeenkomstig artikel 35 van de statuten, door de Raad van Bestuur van 29 april 2019.